

Justice pour l'Occupant ! Justice pour les Collaborateurs !



NOUVEAU REGARD SUR L'OCCUPATION ET LA COLLABORATION

Par Vincent Reynouard

Pour avoir déclaré que l'Occupation n'avait « pas été particulièrement inhumaine », Jean-Marie Le Pen a suscité un tollé. Dans cette brochure, V. Reynouard démontre, documents à l'appui, que J.-M. Le Pen a eu raison de tenir de tels propos et qu'il aurait pu formuler un jugement plus positif encore. L'auteur défend également la mémoire des « Collaborateurs » en prouvant que la plupart d'entre eux étaient non des « traîtres », mais de vrais patriotes soucieux avant tout du bien de la France.



Vincent Reynouard

**NOUVEAU REGARD SUR
L'OCCUPATION
ET LA COLLABORATION**

Les Mémoires au Bois Dormant

Bâle (Suisse)
Mai 2009

Pour avoir déclaré que l'Occupation n'avait « pas été particulièrement inhumaine », Jean-Marie Le Pen a suscité un tollé et a été poursuivi en justice en compagnie de Jérôme Bourbon (qui avait recueilli ses propos) et de Camille Marie Gallic (qui les avait publiés dans *Rivarol*).

◆ **PRÉSENTATION HORS-CONTEXTE**

A lire ceux qui ont condamné les propos du président du FN, on a l'impression qu'entre 1939 et 1944, l'Allemagne aurait commis, dans les pays occupés, des massacres *systématiques, à grande échelle et sans raison valable*. Ces individus « oublient » de rappeler que les bavures regrettables eurent lieu au cours d'une guerre à mort contre une formidable coalition de pays et que dans cette guerre à mort, des terroristes — baptisés Résistants, maquisards, patriotes, que sais-je encore... — menèrent à l'arrière du front une guérilla totalement illégale.

■ **Bavures inévitables dans une lutte à mort**

Or, dans de tels moments, la plupart des actions posées par l'Occupant doivent être considérées sous un angle nouveau. Il s'agit d'agissements ponctuels dictés uniquement par les nécessités de l'heure, notamment celle de protéger son intégrité. Napoléon écrivait :

Les événements de la guerre entraînent quelquefois après eux des mesures de rigueur et de violence même, qu'il est impossible à l'autorité souveraine de prévoir et de prévenir*.

Voilà pourquoi on ne saurait voir dans tous ces actes le résultat d'une idéologie quelconque. Quand on lutte à mort on n'agit plus en vertu de principes philosophiques ; on agit heure après heure, suivant les événements, par instinct de conservation, pour conserver ses hommes et son pays menacé de dépècement en cas de défaite.

Si l'on veut juger le national-socialisme, il faut le juger en temps de paix, pas en temps de guerre, et surtout pas dans les deux dernières années de la guerre, lorsque tout craquait en Allemagne et que le III^e Reich luttait désespérément pour survivre face à un adversaire qui rasait ses villes une par une, exterminant les femmes et les enfants, et qui promettait de continuer jusqu'à obtenir la reddition inconditionnelle.

Dès 1916, dans une réponse aux catholiques français qui véhiculaient des récits d'« atrocités allemandes », Wladislas Switalski avait écrit :

Pour pouvoir, avec une autorité objective, tirer des faits recueillis des conclusions sur le caractère de l'ennemi, il ne faut pas seulement taxer le cas particulier selon l'échelle d'une valeur idéale, mais il importe en même temps de lui donner sa place dans la conduite générale de l'adversaire, et surtout de ne pas perdre de vue le cadre général des événements de la guerre**.

* Voy. Napoléon, *Comment on fait la guerre* (éd. Champ Libre, 1973), p. 90.

** Voy. W. Switalski, « La psychologie des récits de cruautés », paru dans : *La culture allemande, le catholicisme et la guerre. Réponse à l'ouvrage français « La guerre allemande et le catholicisme »* (éd. C.L. van Langenhuysen, 1916), p. 165.

Ce qui était vrai en 1915 l'était infiniment plus en 1943-1944. Ce que l'on présente habituellement comme des actes imputables à la « barbarie nazie » n'est, dans la majorité des cas, que la conséquence de la guerre d'extermination déclarée par les Alliés au Reich le 3 septembre 1939. Cette vérité, l'avocat de la Gestapo à Nuremberg, M^e Merkel, eut le courage de la dire — autant qu'il lui était possible. Alors que sa plaidoirie touchait à sa fin, il lança :

Mais un dernier point, et peut-être le plus important, ne doit pas être omis. Le soldat allemand, le fonctionnaire et l'ouvrier allemand et tout homme de nationalité allemande savaient que la guerre nous avait mis dans une situation qui signifiait la lutte à la vie et à la mort. Le cours graduel de la guerre dévoila avec une netteté effrayante qu'il s'agissait d'être ou de ne pas être. Certes, c'est méconnaître l'âme du peuple allemand que de ne pas voir que tout Allemand honnête, lorsqu'il commencerait à se rendre compte de cette terrible réalité, se sentirait obligé de faire tout ce dont on le chargerait pour sauver sa patrie. C'est également à la lumière de ces faits qu'il faut juger l'attitude du peuple allemand et aussi de la Police politique pour rendre justice à leurs procédés [TMI, XXI, 571].

Dans son « Rapport sur les atrocités allemandes commises pendant l'occupation », le professeur H. Paucot admit que la Gestapo « *s'affirma plus cynique et plus impatiente à mesure que l'antipathie s'affermissait contre l'occupant et que la résistance croissait* »*. C'est clair : les Allemands se sont raidis lorsque la situation s'aggrava et qu'à l'arrière du front, certains déclenchèrent une guerre illégale.

* TMI, XXXVII, doc. F-571, p. 264.

■ Toujours le « deux-poids-deux-mesures »

Déjà à son époque, Napoléon déclarait à ses subordonnés chargés d'administrer les territoires conquis :

Tant que vous n'aurez pas fait un exemple, vous ne serez pas maître [...].

Faites des exemples pour la discipline. A la moindre insulte d'une ville, d'un village prussien, faites-le brûler ; fût-ce Berlin si l'on se comporte mal [Voy. Napoléon, *op. cit.*, pp. 91 et 95.]

Pourquoi ce qui est du « sens politique » chez Napoléon deviendrait-il de la « barbarie » lorsqu'il s'agit des Allemands ? Ce deux-poids-deux-mesures est d'autant cynique qu'Hitler fut moins cruel que Napoléon. Je suis parfaitement d'accord avec Jean-Marie Le Pen lorsqu'il déclare que l'occupation allemande n'a pas été « particulièrement inhumaine ». J'ajoute que s'il ne s'était pas trouvé, en France et ailleurs, des individus pour tirer dans le dos des soldats allemands, l'immense majorité des drames survenus entre juillet 1941 et août 1944 auraient été évités.

LES RAISONS PROFONDES DE LA COLLABORATION

◆ CHANGEMENT D'ÉTAT D'ESPRIT

Je sais bien que mes adversaires contesteront cette dernière affirmation. Aussi soulignerai-je une nouvelle fois que l'arrivée des troupes allemandes dans les pays étrangers, dont la France, fut l'occasion pour beaucoup de citoyens non complètement aveuglés par leurs préjugés de découvrir le vrai visage du national-socialisme.

■ 1940 : les Allemands aident les réfugiés

Ailleurs, j'ai déjà rappelé comment, en mai-juillet 1940, un grand nombre de civils Français et Belges qui erraient sur les routes durent la vie à la *National Sozialistische Volkswohlfahrt* (NSV), c'est-à-dire à l'Organisation nationale-socialiste pour le Bien public. Celle-ci mit à leur disposition le « *Hilfzug Bayern* », « Train se secours bavarois », qui, de Lille et à Reims « *distribua 100 000 repas par jour, tandis que la partie stationnaire se fixait à Pantin et y servait au total 200 000 repas chauds et froids par jour* »*. L'ampleur de l'activité de la NSV en Belgique et en France occupée peut se résumer en quelques chiffres :

En 3 mois, elle distribua 27 millions de repas froids et 15 millions de repas chauds sans compter ceux distribués par la Wehrmacht, la Croix-Rouge allemande et le *Hilfzug Bayern*. Elle distribua aux mamans et aux enfants plus de 3 millions de pains et 8,5 millions de rations de lait ; 103 000 malades furent soignés, 700 enfants furent mis au monde et 2,6 millions de réfugiés furent hébergés de nuit dans les locaux de la NSV [*Id.*].

A l'époque, certains se demandèrent si l'action de la NSV n'avait pas été réalisée dans un but de propagande. Car c'est bien connu : un « nazi » qui se rend coupable d'une mauvaise action agit conformément à sa doctrine ; un « nazi » qui fait une bonne action agit hypocritement dans un souci de propagande. Soucieuse de se faire une opinion, une Française demanda à l'officier qui commandait le camp de réfugiés pourquoi l'Allemagne était venue au secours des civils belges et des français : « *Il m'a regardé avec étonnement. "Pourquoi ? Mais... par huma-*

* Voy. *Les Hommes au Travail*, 8 octobre 1942, p. 10.

nité" »*. C'était si évident qu'à Nuremberg, l'Accusation française, pourtant si prompt à déceler dans tous les actes des Allemands les intentions les plus mauvaises, ne put que jeter un voile pudique sur l'action de la NSV en mai-juillet 1940.

■ Rappel d'une vérité en 1942



X de Magallon

Dans un discours prononcé en novembre 1942, Xavier de Magallon répondit aux hérauts de la propagande anti-boche selon laquelle l'Allemagne voulait détruire la France : « *Les Français ont la mémoire courte et ils ont oublié qu'au temps de l'exode il était facile aux armées allemandes d'anéantir la France à tout jamais* »**. C'était indéniable. Si, en juin 1940, l'Allemagne avait voulu détruire la France, elle n'aurait pas envoyé l'« *Hilfzug Bayern* », mais son aviation pour tout bombarder, tout détruire, tout massacrer.

◆ LE CAS DE GEORGES CLAUDE

■ Un grand inventeur

Sans doute ne connaissez-vous par Georges Claude. Cet ingénieur chimiste né le 24 septembre 1870 est une gloire intellectuelle de la France. Il est à l'origine de nombreuses inventions qui révolutionnèrent la technique. En voici quelques-unes : 1900, liquéfaction de l'air ; 1917, fabrication synthétique de l'ammoniac, 1926-1928, mise en évidence de l'énergie thermique des mers due à

* Voy. *La Gerbe*, 23 janvier 1941, p. 1.

** Voy. *l'Appel*, 19 novembre 1942, p. 4.

Georges Claude : inventeur génial, « anti-boche » devenu ardent collaborateur...



la différence de température des courants marins ; 1941, découverte d'un succédané de l'essence pour automobile, l'ammoniac acétyléné... En 1921, il obtint le prix Lecomte qui récompensait les grands inventeurs. Cet homme devrait aujourd'hui avoir ses rues en France.

■ 1940 : G. Claude constate de lui-même le comportement allemand

S'il ne les a pas, si son nom même est effacé des mémoires, c'est qu'à partir de 1940, « l'anti-boche » qu'il était a opéré un revirement et a milité pour une franche collaboration franco-allemande. Pourquoi ? Il l'a lui-même expliqué dans plusieurs séries de conférences faites à travers la France. En juin 1940, trop vieux pour le front, il avait été chargé de rapatrier une usine sur l'arrière. Aussi avait-il, pendant dix jours, parcouru les routes de France au milieu des masses qui fuyaient sur les routes. A cette époque, le ciel était rempli d'appareils allemands. « *Eh bien, dira-t-il plus tard, je n'y ai pas vu une seule attaque d'avion, pas même les restes d'une attaque récente* »*. Ce constat l'amena à réfléchir. Dans l'une

* Voy. G. Claude, *Français, il faut comprendre !* (Publications du Centre d'Etudes de l'Agence Inter-France, 1943), p. 13.

de ses conférences intitulée : « De l'hostilité à la collaboration », il a expliqué ainsi l'origine de son changement :

Or, dès la fin de l'avancée ennemie [en juin 1940], un fait bouleversant ; les Allemands se comportent tout autrement que ce que l'on attendait !

Car nous voilà loin, tout de même, de ces coupeurs de mains d'enfants, de cet anéantissement des biens et des personnes qu'ont redouté, sans doute possible, les dix millions de Français de l'exode en abandonnant tout ce qui leur était cher ! Très peu de ceux qui sont restés ont été molestés, et on sait si les autres regrettent d'être partis ; peu de dégâts là où il y a eu combat ; Paris eût pu être détruit [...] ; quant à ces pauvres gens qui, des semaines, ont encombré les routes, leurs files indéfinies eussent pu être fauchées à satiété par les avions ennemis : ce ne sont pas les nôtres, hélas !, qui eussent pu l'empêcher : sauf de tristes exceptions, dont je vais reparler, elles ne l'ont pas été [...].

Il est pourtant certain que plusieurs milliers de civils de l'exode, en dehors des bombardements des villes, ont été tués ou blessés ; c'est surtout vers la Loire que le cas s'est produit, alors que ces colonnes de femmes, d'enfants, de vieillards se trouvaient tragiquement prises dans la bataille. C'est une profonde tristesse, certes, mais il résulte de ce qui vient d'être dit que ç'a été le fait, soit de ces éléments mauvais qu'aucune armée ne saurait éviter, soit des nécessités militaires ; non seulement on ne peut pas parler de mesures générales, d'ordres inhumains du haut commandement, mais il est évident que des ordres contraires ont été donnés, car, sans cela, ce n'eussent pas été 10 ou 15 000 lamentables victimes, mais des centaines de mille, que l'on aurait eu à déplorer*.

Dans une autre causerie, l'auteur reprenait le même argument, en modifiant toutefois les estimations qui, à l'époque, n'étaient pas encore définitives :

* Extrait de la conférence intitulée : « Dans l'Europe nouvelle, pourrions-nous être fiers d'être Français ? », publiée dans le recueil ayant pour titre *La seule route* (Publications du Centre d'Etudes de l'Agence Inter-France, 1942), pp. 34-38.

il y a eu sur nos routes beaucoup de malheureuses victimes, 20 000 disent les uns, 50 000 soutiennent les autres, non compris les victimes civiles dans les villes attaquées. Pourtant, et quelle que soit ma peine de heurter le sentiment des proches des malheureuses victimes, qu'on songe que pendant des semaines, seuls dans notre ciel, hélas !, les avions ennemis ont eu, sur toutes nos routes, dix millions de fuyards à leur pleine discrétion. Que de centaines et de centaines de mille eussent été sacrifiés, si un ordre de massacre avait été donné*.

Lorsque, en 1943, les statistiques définitives furent publiées, G. Claude insista :

Elles chiffrent à 17 500 le total des victimes civiles de la guerre en 1940. Or, songez que, seuls dans notre ciel, hélas !, les avions ennemis ont eu sur toutes les routes, pendant des semaines, en enfilades indéfinies, dix millions de fuyards sans défense à leur pleine discrétion : croyez-vous que c'est de 17 000 morts qu'il se fût agi si un ordre de carnage avait été donné ? [*Ibid.*, p. 13.]

■ L' « anti-boche » change d'opinion

G. Claude concluait :

Je sais, il est vrai, comment les malintentionnés s'en tirent : « Ils ont assez de soucis pour ne pas nous anéantir tout de suite : ce sera pour plus tard ! » C'est vraiment trop commode. Quant à moi, quelles qu'aient pu être mes opinions passées, ce respect des vies françaises, constaté par moi-même et si prodigieusement contraire aux menaces de *Mein Kampf*, a été l'un des grands facteurs de mon évolution [*Ibid.*, pp. 34-38.]

Il ajoutait :

Je veux encore rappeler un autre fait, qui m'a aussi grandement impressionné.

* Voy. G. Claude, *La seule route...*, p. 89.

Je veux parler de l'hommage rendu par le Führer à la valeur de nos troupes quand il a dit, le jour de l'armistice, en quelques mots très simples, que l'Allemagne ne voulait pas infliger des conditions ignominieuses à de si braves adversaires.

Je suis peut-être une drôle de bête, mais, même si ces paroles comportaient moins de mansuétude qu'on ne peut l'espérer, on ne m'empêchera pas de lui savoir un gré immense pour les avoir dites [...]. [*Ibid.*, pp. 40-41].

Dans une lettre du 26 novembre 1942 adressée au Maréchal, Hitler rappela avec raison :

Malgré une victoire unique dans l'Histoire, je n'ai rien fait qui pût porter atteinte à l'honneur français. Et je n'ai exigé dans la convention d'armistice que les seules sécurités par lesquelles une reprise de la lutte pût être empêchée en toutes circonstances. Je n'ai jamais formulé par la suite aucune revendication qui fût en contradiction avec ce principe*.

◆ LE TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE FRANÇAIS

N'avez-vous jamais été frappé par le relatif silence qui règne autour des conditions de vie dans les camps de prisonniers de guerre en Allemagne entre 1940 et 1945 ? La raison est évidente : passé les durs premiers mois où le défaut d'organisation a provoqué certains désagréments**, ces conditions ont été relativement clémentes.

* Voy. le texte intégral de la lettre publié dans *l'Appel*, 3 décembre 1942, p. 2.

** En novembre 1941, un officier français libéré écrivit : « *Les mois de juillet, août, septembre 1940 auront laissé à tous un souvenir pénible. Du point de vue matériel, un changement brutal de conditions de vie : par suite des difficultés du ravitaillement et du brusque apport de plus d'un million de prisonniers en Allemagne, les quantités de nourriture par tête sont très faibles [...]. Cependant, à partir de novembre, la vie collective s'organise, grâce à la bonne volonté de tous et à l'autorisation accordée par le commandant du camp d'utili-*

De très nombreux « Oflag » possédaient leurs bibliothèques, leurs équipes de sport, leurs orchestres... Vous trouverez reproduit ci-contre le programme d'un concert classique donné le 27 mars 1941 par des prisonniers de guerre français. Le Stalag IX-A possédait une bibliothèque de plus de 3 000 volumes dont la liste avait été fournie aux autorités du camp par les prisonniers eux-mêmes*. Il possédait également son université qui comptait vingt-quatre professeurs enseignant l'économie politique, le latin, le grec, l'allemand, les littératures anciennes et étrangères, l'histoire, la géographie, la comptabilité, l'orientation professionnelle, la philosophie, le droit civil et commercial, l'art moderne... Non seulement les captifs, mais également des Allemands venaient s'y instruire**. L'Oflag XVII-A possédait lui aussi son université organisée par des professeurs prisonniers. Un ancien du camp, Louis Papierre, raconte :

Des cours ont lieu régulièrement suivant un programme établi à l'avance après entente entre professeurs et affiché chaque semaine. Et l'on assiste tous les jours, à 8 h 30, au spectacle pittoresque de longues théories d'étudiants, parfois quatre ou cinq galons, se rendant, tabouret sous le bras, à leur cours ou à leur conférence préféré [Voy. *Les Amitiés*, 22 nov. 1941, pp. 1 et 3].

ser une baraque comme salle de spectacle, une autre comme salle de conférence et une troisième comme chapelle » (voy. *Les Amitiés*, organe régional paraissant à Saint-Étienne, 22 novembre 1941, pp. 1 et 3). En 1942, un autre officier libéré raconta : « Conditions de vie : matérielles, très dures au début, très acceptables maintenant, grâce à l'organisation des colis » (voy. *Gringoire*, 16 janvier 1942, p. 3).

* Voy. J. Mariat, *Prisonnier en Allemagne* (les Éditions de France, 1941), p. 64.

** *Ibid.*, pp. 71-72. « *Au début, ils [les Allemands] venaient là un peu en service commandé et puis, un jour, nous eûmes l'orgueil de les voir, à leur tour, prendre des notes...* ».

En avril 1941, dans ce camp, décision fut prise d'organiser au mois d'août une « Semaine de France » avec exposition, compétitions sportives, théâtre, stands etc. :

A cet effet, il fut décidé de créer à l'intérieur du camp : un stade (stade Pétain) ; un théâtre de verdure ; une exposition destinée à faire connaître les œuvres d'art faites au camp, ainsi que la France et son empire, sous leurs multiples aspects : spirituel, industriel, agricole, provinces, etc.

La construction du stade demanda deux mois et demi, pendant lesquels les officiers, devenus terrassiers bénévoles, ne cessèrent de s'acharner à la besogne. Le stade occupe la prairie d'un bataillon et comprend : terrain de basket-ball, piste cendrée (mille mètres), piste de cent mètres, piste de 400 mètres haies, sautoir, agrès, emplacement de lancement de poids. De gros terrassements furent nécessaires par la suite de la pente du terrain. L'inauguration eut lieu à la date prévue en présence du colonel commandant le camp et des autorités allemandes. Et, ce jour-là, on vit monter au sommet du mât le pavillon des jeux olympiques portant les cinq anneaux et nos trois couleurs [*Id.*].

A la même époque, dans un autre Oflag, eut lieu une « foire-kermesse » avec « *un défilé des provinces françaises, l'Alsace et la Lorraine comprises* »*. Les figurants avaient confectionné les costumes locaux en papier. Les prisonniers avaient également organisé une exposition ayant pour thème : « *ce que le monde doit à la France* ». On y montrait les travaux de Pasteur, l'invention des super-sustentateurs en aéronautique, le viaduc en ciment armé de Plougastel-Daoulas (le plus grand du monde à l'époque), le banc d'essai de locomotives d'Issy-les-Moulineaux (le plus puissant du monde à l'époque)... Loin d'être blessés dans leur orgueil national, les Allemands qui visitèrent l'exposition furent enchantés. L'auteur d'un compte rendu écrivit :

L'impression ressentie par les Allemands a été extrêmement forte, à telle enseigne que le colonel allemand a déclaré « qu'il était pénétré d'admiration devant cette réalisation et qu'il regrettait vivement que les règlements du camp ne permissent pas aux civils et aux familles de venir contempler cette exposition. » Le général allemand a invité les officiers français à la reconstituer à Hambourg dans les locaux accessibles au public [*Id.*].

◆ UNE DOCTRINE NULLEMENT MÉPRISANTE

■ Des déclarations claires

Loin d'être en contradiction avec la doctrine nationale-socialiste, ces comportements étaient au contraire en parfait accord avec ce qui avait été dit et pratiqué au sein du III^e Reich depuis des années. Le 26 mars 1935, Hitler avait déclaré :

En tant que nationaux-socialistes, nous sommes remplis d'admiration et d'estime pour ces grandes réalisations du passé que nous retrouvons au sein de notre peuple comme au-delà de [nos] frontières. Nous sommes heureux d'appartenir à une communauté de culture européenne qui a marqué, dans une si large mesure, le monde de l'empreinte de son esprit*.

Étaient-ce là les propos d'un tyran imbu de son propre pays et méprisant les autres ? Evidemment non. En 1941, les *Cahiers franco-allemands* consacrèrent une étude à la manière dont la jeunesse allemande, une jeunesse qui venait de remporter d'éclatantes victoires militaires, considérait l'étranger :

[...] cette nouvelle jeunesse a prouvé dès maintenant sur les champs de bataille qu'elle estime avant tout la vaillance, le cou-

* Voy. *Gringoire*, 16 janvier 1942, p. 3.

* Cité par le Dr Friedrich dans *L'Allemagne et la France devant l'Europe* (Les Documents Contemporains, janvier 1944), pp. 69-70.

rage et la plus rigoureuse discipline de soi-même [...]. Cet idéal implique bien entendu aussi le respect des exploits et de l'héroïsme des soldats ennemis, jeunes et vieux. La jeunesse allemande n'est pas de celles qui, follement présomptueuse et ne connaissant pas l'adversaire, méconnaissent une situation politique ou militaire et qui, pour cette raison, ne lui font pas justice. La formation méthodique et l'éducation de toute la jeunesse hitlérienne ont toujours veillé — en commençant par le plus jeune « Pimpf » — à ce que l'esprit du jeune allemand fût « ouvert au monde », à ce que, dès son enfance, il apprit à considérer les relations normales et amicales de l'Allemagne avec d'autres pays comme la forme naturelle et souhaitable pour les rapports entre deux pays — à la condition, toutefois, que l'injustice de Versailles soit réparée ; car dans les années d'après-guerre chaque enfant allemand avait éprouvé combien Versailles avait influencé le sort de chaque famille allemande*.

■ Des faits qui confirment

L'auteur rappelait :

- qu'en marge des Olympiades de 1936, l'Allemagne avait organisé « *le premier camp pour la jeunesse où 1 000 jeunes gens de 24 pays se rencontrèrent sur l'invitation du chef de la jeunesse du Reich et du comité olympique tandis que les étudiants de 32 nations se réunissaient dans le camp des étudiants de sports* » (*Ibid.*, p. 82).

- que tous les chefs futurs de la *Hitler Jugend* devaient, à la fin de leurs études, effectuer « *un séjour de six mois à l'étranger pour y faire la connaissance directe du pays et de ses habitants ainsi que l'acquisition d'un diplôme prouvant une connaissance parfaite de la langue étrangère* » (*Ibid.*, p. 83) ;

- qu'en 1937, le chef de la jeunesse du Reich avait invité « *1 000 fils d'anciens combattants français* » « *dans le vœu que les jeunes des deux générations d'anciens combattants puissent se tendre la main en vue d'une collaboration et d'une compréhension réciproques* » (*Ibid.*, p. 84). A l'époque, le chef de la Jeunesse allemande, Baldur von Schirach, avait écrit au Français Jean Weiland, un ardent partisan de la réconciliation entre les deux pays :

Mon séjour en France m'a donné l'espérance que c'est par l'action des anciens combattants et des jeunes des deux pays que l'on peut préparer le rapprochement entre l'Allemagne et la France, et aussitôt revenu dans votre beau pays, j'ai parlé en public dans ce sens. Puisse la visite imminente des mille jeunes camarades Français devenir le symbole de la paix européenne*.

Soucieuse de mener à bien le projet, l'Allemagne prépara tout « *depuis le pain blanc jusqu'au pinard* » (*Ibid.*, p. 12). Mais au dernier moment, M. Paul-Boncourt déclina l'invitation, ce qui fit capoter le projet et empêcha le départ des mille jeunes Français (*Ibid.*, p. 13).

En juin 1938 encore, malgré les graves tensions internationales, l'Allemagne organisa le grand congrès franco-allemand de Baden-Baden. Du côté français firent le déplacement Fernand de Brinon, Scapini (président des Aveugles de guerre), Pierre Benoît, de l'Académie française, Auguste Perret, architecte, créateur du Théâtre des Champs Élysées, Melchior de Polignac, collaborateur de Pierre de Coubertin, le professeur Fourneau, de l'Aca-

* Voy. les *Cahiers franco-allemands*, année 1941, pp. 82-3

* Voy. Jean Weiland, *Pourquoi nous croyons en la collaboration* (Les conférences du groupe « Collaboration », Paris, décembre 1940), p. 12.

démie des sciences.... Au terme de ce congrès, le colonel von Arnim, président de la Société Allemagne-France, avait lancé :

Ainsi nous avons pu constater partout dans le cours de nos travaux, la même parenté spirituelle de nos deux peuples. Tantôt c'est l'un, tantôt c'est l'autre qui est à la tête, mais toujours ils se suivent, plus étroitement liés qu'avec d'autres membres de la même famille des peuples.

Parfois, il est vrai, il semble que nous marchons dans le même sens. Oui, mais sans nous regarder, sans nous donner la main. Comme deux lignes parallèles qui ne se joignent qu'à l'infini, nos deux voix paraissent ne pas se rencontrer.

Nous autres, Allemands, le peuple comme le gouvernement, nous sentons la nécessité impérieuse de faire rencontrer ces deux voies.

[...]

Nous n'abandonnerons pas l'espoir de voir un jour le terrible cauchemar d'une nouvelle guerre entre nos deux peuples banni de tous les esprits [...].

Nous avons été tous dominés, pendant ce Congrès, par une seule pensée et par un seul sentiment : l'admiration pour les grandes créations de l'esprit de nos deux peuples. Deux peuples ayant reçu du Créateur de tels dons ne doivent pas faire une politique qui risque de conduire à la pire des catastrophes, mais doivent toujours se souvenir des obligations qu'ils ont envers eux-mêmes, qu'ils ont l'un envers l'autre et envers l'Europe entière*.

■ Un témoignage capital

Propagande ? Le témoignage tardif d'un diplomate français, Girard de Charbonnières, permet de répondre par la négative. Durant l'été 1939, ce secrétaire d'ambassade à Londres voyagea avec un ami, M. Pignier, en Allemagne. Arrivé dans le pays, il s'arrêta dans une station service pour prendre de l'essence. On lit :

* Voy. Jean Weiland, *op. cit.*, pp. 19-20.

[Le pompiste allemand] nous servit sans dire un mot. J'échangeai pendant ce temps avec Pignier quelques propos qu'il entendit. Quand le plein fut fait, il vint à ma portière : « Vous êtes Français ? » demanda-t-il. « Oui ». Il eut un grand sourire. « Je vous avais pris pour des Anglais, dit-il comme en s'excusant. J'aime mieux que vous soyez Français. Puis-je faire quelque chose pour vous ? Je vais en tout cas nettoyer votre pare-brise, vérifier vos niveaux d'huile et d'eau. Êtes-vous sûrs de la pression de vos pneus ? ». « Voilà qui est curieux, dit Pignier, mais c'est sans doute un cas isolé. Il parlait un peu français et a donc dû avoir des rapports avec la France... »*.

La suite du séjour infirma qu'il se soit agi d'un cas isolé. Ayant appris qu'il allait y avoir une fête à Munich en présence d'Adolf Hitler, les deux amis s'y rendirent. Mais venus trop tard, ils ne purent trouver ni place ni hôtel. G. de Charbonnières rencontra alors un organisateur de la manifestation et lui présenta son passeport diplomatique français :

Il me regarda. « Diplomate français et vous venez passer vos vacances en Allemagne. Nous ferons certainement tout ce que nous pourrons pour un diplomate français. Vous voulez deux places ? Je vais vous donner deux bonnes places dans une tribune officielle. Quant aux chambres, nous n'avons pas d'hôtel à nous mais je vais parler tout de suite au directeur de cet hôtel-ci. Je suis sûr qu'il vous trouvera quelque chose. Deux chambres aussi ? »

« A la rigueur une chambre à deux lits ».

« Bien, attendez une minute ». Il se leva, alla à une autre table où je le vis donner des ordres et revint s'asseoir en face de moi. Il me souriait : « Ça va aller. Vous verrez qu'en Allemagne tout va toujours pour un Français ».

Un instant plus tard un SA arrivait en claquant les talons et lui tendit une enveloppe. Il la prit, en vérifia le contenu et me la tendit à son tour : « Voilà deux billets. Veuillez aller maintenant à la

* Voy. G. de Charbonnières, *La plus évitable de toutes les guerres* (éd. Albatros, 1985), p. 199.

réception de l'hôtel, là en face. On est prévenu et on vous montrera une chambre ou peut-être deux. J'espère que vous aimerez notre fête [...]. Je vous souhaite de bonnes vacances en Allemagne, Monsieur le secrétaire d'ambassade. Heil Hitler ! » [*Ibid.*, p. 200-201]

Au soir de la fête, l'auteur et son ami rencontrèrent un ancien officier de la *Kriegsmarine*, qui, « des larmes dans les yeux », leur demanda s'il était vrai qu'une nouvelle guerre franco-allemande allait éclater et lança :

Nous ne voulons pas détruire la paix [...]. Nous n'aimons pas la guerre, personne ici n'aime la guerre mais surtout pas la guerre contre la France. Je vous le répète, Monsieur, il faut que vous le sachiez et que vous le disiez bien autour de vous : nous ne voulons pas faire la guerre à la France*.

Le lendemain, les deux compagnons se rendirent à Nuremberg. A court d'argent, et ne pouvant aller en chercher qu'à Berlin, G. De Charbonnières demanda au chef de réception une chambre pour la nuit, sachant qu'il ne le payerait qu'après son arrivée à Berlin et qu'en attendant, il pouvait laisser en gage sa montre, ses boutons de manchettes, son étui à cigarettes, etc. On lit :

[Le réceptionniste] regarda mon passeport et se récria : « Un diplomate français ! Vous êtes le bienvenu, Monsieur, ainsi que le Monsieur qui vous accompagne. Ne me parlez pas de gage. Je

* *Ibid.*, p. 204. Loin d'être des revanchards, de très nombreux anciens combattants allemands souhaitaient sincèrement une réconciliation avec les ennemis d'hier. Une anecdote parmi tant d'autres : le 23 août 1939, quelques jours, donc, avant l'éclatement du conflit, un aviateur allemand de la première guerre, le lieutenant Jakobs, donna l'accolade à Pierre Costantini qu'il avait « descendu » au cours d'un combat le 9 novembre 1917 (voy. *l'Appel*, 28 août 1941, p. 1).

vous fais naturellement pleine confiance. Un diplomate français ! Je vais vous donner deux belles chambres. Vous vous ferez servir à dîner tout ce que vous voudrez. Vous êtes ici chez vous. Vous me ferez livrer l'argent de Berlin. Cela ne pose aucun problème. Un diplomate français... » [*Ibid.*, p. 204]

■ D'autres témoignages

L'été précédent, un autre Français, Henry Jamet, avait voyagé en Allemagne avec plusieurs compagnons. Le bon accueil dont ils avaient bénéficié partout avait fait écrire à l'auteur d'un compte rendu de leur périple :

On peut donc tenir pour assuré, jusqu'à preuve du contraire, que la population allemande ne partage aucunement l'acharnement de *Mein Kampf* contre la France. Et cela est tellement humain que nous aurions tort de nous en étonner. Hitler lui-même n'a-t-il pas changé à notre égard ?*

Dans l'une de ses conférences, G. Claude s'adressa à ceux qui ne cessaient de brandir les passages violemment anti-français publiés dans *Mein Kampf* pour affirmer qu'en dépit de ses paroles, Hitler voulait écraser la France. Les appelant à considérer les faits, il déclara :

Livre redoutable, certes, mais qui, outre qu'il n'est connu chez nous que par des traductions tronquées et tendancieuses**, fut écrit en prison, pendant l'occupation de la Ruhr, alors que la France était vraiment l'ennemie, et dont le texte doit être « reconsidéré », maintenant qu'Hitler n'a plus à craindre, hélas !, l'hégémonie française.

Lui-même en a convenu d'ailleurs, quand, dans une interview fameuse, rappelant ses invites répétées à l'amitié française sur la base de la reconnaissance du statu quo, invites presque cachées au pays par nos gouvernants, et toutes tombées dans leur

* Voy. *l'Ami du Clergé*, 27 octobre 1938, p. 644, col. A.

** Voir *Eclaircissements sur « Mein Kampf »*, par Benoist-Méchin.

dédain (sauf l'accord de décembre 38, rompu par notre déclaration de guerre), il s'exprimait solennellement ainsi :

« Ma rectification, je l'apporte tous les jours par ma politique extérieure ! Jamais un dirigeant allemand ne vous a fait de telles ouvertures, ni de si répétées. Vous avez devant vous une Allemagne dont les neuf dixièmes font confiance à leur chef, et ce chef vous dit : "Soyons amis !" Si je réussissais le rapprochement franco-allemand comme je le veux, ce sera une rectification digne de moi, c'est au Grand Livre de l'Histoire que je l'inscrirai. »

— Des mots !, dites-vous.

— Possible, tant qu'il ne s'agissait que du chef d'une nation incertaine de sa force ; mais, depuis que le chef a vaincu, et pouvait massacrer, voici des faits. Car ce respect des vies françaises pendant l'exode, cette aide aux réfugiés sur le chemin du retour, l'hommage à nos soldats vaincus, le retour, en pleine guerre, de 900 000 des nôtres, 250 000 autres devenus travailleurs libres, ne sont-ce pas d'émouvantes rectifications ?

— N'importe ! Insistez-vous ; ça ne nous suffit pas ! Hitler a prouvé trop souvent qu'avec lui, les actes et la parole, ça fait deux !

— Eh bien, soit !

Car je veux, moi aussi, insister sur cet aspect d'un homme si mal connu chez nous par les bons soins de Londres, cet homme qui est d'abord, et certes, passionnément allemand — comme nous aurions voulu que nos ministres fussent passionnément Français ! — mais qui a par-dessus tout voulu sauver son peuple de ses souffrances, qui l'a relevé par la famille, par le travail et par ces lois sociales dont tous nos travailleurs reviennent émerveillés. Peut-on lui en vouloir ?

Certes, quand il s'est agi pour lui de rompre les chaînes forgées par les stupidités du traité de Versailles, il ne s'est pas embarrassé, devant son peuple qui en mourait, de scrupules juridiques, et son peuple n'est pas mort.

Poincaré les eût embrassés, ces scrupules — et son peuple serait mort.

Eh bien, n'est-ce pas Hitler que notre esprit juridique lui-même approuverait, lui qui proclame que le salut de la Patrie, c'est la loi suprême ?*

Cette amitié allemande pour la France — amitié qui démontrait que, sur ce plan, *Mein Kampf* avait été depuis longtemps rectifié — les prisonniers du Stalag IX-A en firent l'expérience lors de leur libération en 1941. J. Mariat se souvient :

Toute la population [du village voisin] se penchait aux fenêtres en agitant la main ! « Bon voyage ! Bonne chance ! Il faudra venir nous voir avec votre famille après la guerre. » Quant aux enfants, ils suivaient notre troupe au pas exactement comme les gosses de nos villages lorsque passe un régiment*.

Quelques mois plus tard, Jacques Doriot fit le même constat lorsqu'il accompagna un contingent de la LVF. Dans un entretien accordé à Pierre-Antoine Cousteau, il raconta :

Quel accueil chaleureux ! Je ne parle pas seulement des réceptions officielles. Je parle des contacts avec la foule anonyme, avec l'homme de la rue. Chaque fois que l'on signale quelque part en Allemagne le passage des légionnaires français, aussitôt s'organisent spontanément des manifestations de sympathie, on nous apporte des vivres, des cigarettes, des fleurs, on acclame les ennemis de la veille transformés en pionniers de la réconciliation européenne**.

Mentionnons également ce travailleur français en Allemagne qui, interrogé à son retour, au début 1943, déclara :

Leur moral [aux Allemands] est épatant. Nous pouvions le voir et le comprendre d'autant plus facilement que nombre d'entre eux parlent français, c'est ce qui nous a le plus frappés, mes camarades et moi ; de petits Allemands de douze ans connaissent

* Voy. G. Claude, *Français, il faut comprendre !* déjà cité, pp. 15-16.

* Voy. J. Mariat, *op. cit.*, p. 79.

** Voy. Gringoire, 13 février 1942, p. 1.

mieux l'histoire de France que nous autres, et malheureusement ce n'est pas à notre honneur [...].

En tout cas, c'est très aimablement que l'on reçoit et accueille les Français. J'ai même — vous connaissez le goût des Allemands pour la musique — été reçu dans une famille grâce à ma connaissance du piano. Le samedi après-midi nous réunissait dans un goûter familial bien agréable à mon cœur d'exilé*.

De son côté, Jean Damase avait parcouru la région de Francfort et y avait rencontré « *des centaines et des centaines de prisonniers* » français qui travaillaient aux champs et se déplaçaient le long des routes sans « *qu'aucune sentinelle ne [les] surveille* »**. Comme « *cas typique* » de la confiance accordée par les Allemands aux prisonniers français, un officier récemment libéré racontait l'anecdote suivante :

un sous-officier escorte cinq officiers français se rendant à Lubeck. Il oublie un pli dans le train. Il demande conseil à un officier français qui dit qu'on l'attendra. Les cinq officiers s'installent à un café et le sous-officier n'hésite pas à les laisser***.

En novembre 1942, un autre prisonnier libéré grâce à la « Relève » raconta que dans la ferme de Prusse orientale où il avait été affecté, il était presque devenu un membre de la famille :

Tous les dimanches, l'hiver, j'allais à la ville en traîneau et j'emmenais les deux jeunes filles et le garçon de la maison. Je peux dire que j'en faisais partie, de la maison, moi aussi... Il était « chic » mon patron. Quand il a su que j'allais rentrer en France, il ne voulait pas que je parte...****

* Voy. *l'Appel*, 18 mars 1943, p. 6.

** Voy. *Gringoire*, 5 juin 1942, p. 2.

*** Voy. *Gringoire*, 16 janvier 1942, p. 3.

**** Voy. *l'Appel*, 15 novembre 1942, p. 5.

J. Damase citait même le cas de trois prisonniers français « *qui, libérés à la suite d'actes de courage, rentrés en France [étaient] revenus travailler à l'usine qui les avait connus captifs* »*. En aurait-il été ainsi si ces trois prisonniers avaient été réduits à l'état d'esclaves ?

◆ L'ALLEMAGNE VEUT UNE EUROPE UNIE

■ Des prisonniers qui deviendront des ambassadeurs

Loin de molester les prisonniers, l'Allemagne les traitait au mieux car elle souhaitait qu'après la victoire, les hommes rendus à leurs foyers soient les premiers piliers de l'Ordre nouveau voulu par Hitler. Au mois d'août 1942, Rudolf Schleier, ministre de l'ambassade d'Allemagne à Paris, déclara que les prisonniers français travaillant en Allemagne avec des civils allemands contribueraient à la « *reconstruction d'une Europe heureuse* ». Dans un article publié par le *Pariser Zeitung*, il écrivit :

Cette vie commune portera ses fruits certains, car demain ces prisonniers vont rentrer dans leurs foyers et retrouver les êtres qui leurs sont chers, leurs amis, leur travail et leur place au milieu de leur peuple.

Il est dès maintenant certain qu'ils considéreront l'Allemagne d'une manière différente qu'ils ne l'ont fait et qu'ils n'ont pu le faire jusqu'à présent. Ils raconteront au peuple français ce qu'ils ont vu, comment on vit en Allemagne, ce qu'on y pense et comment on y a traité les prisonniers français.

Et c'est ainsi que les prisonniers français auront plus que quiconque la possibilité de déterminer et de façonner l'avenir de leur peuple et de faire en sorte que, dans l'avenir, la France s'écarte résolument d'une ligne de conduite qui s'est révélée néfaste, et qui demeurerait hostile à l'égard de l'Allemagne. Les prisonniers libérés contribueront ainsi à la reconstruction d'une Europe

* Voy. *Gringoire*, 5 juin 1942, p. 2.

heureuse où les générations à venir connaîtront pendant des siècles le travail, l'ordre et la paix*.

■ Une étude qui confirme...

Ce discours prononcé en France évoquait les prisonniers français. Mais ces derniers ne bénéficiaient d'aucun traitement de faveur ; ils étaient traités comme les autres. Une étude réalisée fin 1942 démontra d'ailleurs que les travailleurs étrangers en Allemagne (libres ou prisonniers) donnaient entière satisfaction, ce qui n'aurait pas été s'ils avaient subi de mauvais traitements. Dans un compte rendu publié début 1943, on lisait :

après une année d'expérience et une enquête à laquelle il s'est livré avec les services du Front du Travail du Dr Ley et ceux du ministère de l'Armement du ministre Speer, [Fritz Sauckel, le plénipotentiaire à la main d'œuvre étrangère] est en mesure d'affirmer que les actes de sabotages constatés sont en nombre si infime qu'il est impossible de les exprimer par un pourcentage spécial et que les chiffres de rendement sont très satisfaisants.

C'est ainsi que, dès le premier trimestre de 1942, ce rendement était, en moyenne, de 60 à 80 % de celui d'un bon spécialiste allemand. Après quelques mois d'acclimatation des ouvriers, tant du point de vue technique que du point de vue de la nourriture, le rendement est passé de 80 à 100 %. Certaines femmes russes, travaillant à la chaîne, atteignent même 100 %.

Il est remarquable de noter que ces travailleurs étrangers ne sont pas soumis à un contrôle étroit et qu'ils ne travaillent pas non plus groupés par nationalités. Au contraire, Russes, Polonais, Français, Allemands, travaillent côte à côte, et entre ces derniers se sont développées des relations cordiales et même une camaraderie qui fait honneur à la conception supérieure que le national-socialisme a de l'homme, et à la façon dont il traite le facteur humain dans la production.

Le peuple allemand a fait confiance aux ouvriers étrangers et ceux-ci s'en sont montrés dignes.

Le gauleiter Sauckel a constaté que certains d'entre eux travaillent même dans des usines à fabrications secrètes où il n'avait pu lui-même pénétrer au début de la guerre, en dépit de sa qualité de gauleiter*.

Voilà pourquoi il est complètement sot de prétendre que l'Allemagne nationale-socialiste aurait été un pays imbu de lui-même, soucieux d'écraser les autres et que le bon comportement de l'occupant, en France et ailleurs, aurait été dicté par des soucis hypocrites. Les preuves abondent qui démontrent l'amitié sincère que l'immense majorité des Allemands, et en premier lieu Hitler, vouaient à leurs voisins.

■ Preuves fournies pendant l'Occupation

Pour la France, une nouvelle confirmation vint au mois de septembre 1942 lorsque, dans une sorte de lettre ouverte — que j'ai déjà citée ailleurs —, une jeune fille allemande issue d'une grande famille invita très poliment la jeunesse française à multiplier les contacts avec la jeunesse allemande. On lisait :

Déjà souvent on a fait l'essai de mettre en contact, par correspondance, les jeunes de France et ceux d'Allemagne. Le tempérament allemand, plutôt sérieux et pondéré, aimerait entrer en relations avec les jeunes, vivants et ardents, du pays de France ensoleillé.

Nous autres, les jeunes d'Allemagne, aimons, chez les jeunes Français, le sang ardent ; nous aimons la mélodieuse langue française ; les riches contrées françaises nous incitent à faire des voyages pour visiter les belles villes françaises, le beau Midi lumineux de notre voisin de l'Ouest.

* Cité par *l'Appel*, 21 août 1941, p. 4.

* Voy. *l'Appel*, 21 janvier 1943, art. intitulé : « Le travail européen ».



Moi, ainsi que beaucoup de nos jeunes filles et jeunes gens, désirons cordialement une amitié étroite entre l'Allemagne et la France et les jeunesse allemande et française, afin de faciliter un échange de pensées et d'idées, ce qui servirait à la compréhension réciproque.

[Signé] Hilde Schulte-Terboven*.

Si, vraiment, les autorités nationale-socialistes avaient élevé la jeunesse allemande dans la haine de la France, jamais une telle lettre ouverte n'aurait été écrite et, si elle l'avait été, jamais elle n'aurait connu le bénéfice d'une publication...

* Voy. *Le Lien*, 18 mars 1943.

Deux mois plus tard eut lieu le débarquement allié en Afrique du Nord. Les armées allemandes franchirent alors la Ligne de démarcation. A cette occasion, Hitler rédigea à l'adresse du peuple français un message dans lequel il déclarait :

Les troupes allemandes ont reçu l'ordre de veiller à ce que, par leur attitude, elles importunent le moins possible le peuple français. Puisse cependant le peuple français considérer que par l'attitude de son gouvernement en 1939, le peuple allemand a été précipité dans une guerre pénible qui a plongé des centaines de milliers de familles dans la douleur et la tristesse.

[...]

D'autre part, de nombreux Français manifesteront certainement le désir compréhensible d'être délivrés de l'occupation, mais qu'ils aient tous la ferme conviction que le soldat allemand, lui aussi, préférerait pouvoir vivre et travailler paisiblement dans son pays auprès de sa femme, de ses enfants ou dans sa maison paternelle.

Plus vite cette puissance qui depuis trois siècles dresse Etat contre Etat et qui, dans le passé, a si souvent également dépouillé la France et attend, en ce moment, à nouveau de la dépouiller, sera anéantie, plus tôt les vœux des pays français occupés et des troupes allemandes d'occupation trouveront ensemble leur réalisation*.

Ce message est en totale contradiction avec la thèse qui décrit les « nazis » comme des monstres fiers de la terreur qu'ils inspiraient. Car dans un tel cas, Hitler aurait rédigé un tout autre message, lançant par exemple : « Nous arrivons, et toute action contre un seul de nos soldats sera suivie d'une répression terrible... »

* Voy. les *Cahiers franco-allemands*, année 1942, pp. 302-3.

■ Plein de « *petits faits vrais* »

Pour finir sur ce chapitre, je reproduis ci-contre un entrefilet publié dans le 21 juin 1943 dans *Les Nouveaux Temps*. J'en ai déjà publié d'autres à propos de soldats allemands qui, dans des circonstances diverses, avaient sauvé la vie de citoyens français, honnêtement rapporté une grosse somme d'argent perdue ou fait un don en faveur de victimes des bombardements anglo-américains. Cette fois, il est question de trois soldats allemands qui, dans une petite ville de Normandie, « *ont sauvé, d'une église incendiée par un bombardement, des objets de culte et des reliquaires vénérés pas les fidèles* ». Pour les remercier, le curé organisa une quête en leur faveur ; mais refusant tout don, les trois sauveteurs mirent la somme recueillie « *à la disposition de la ville pour les sinistrés du bombardement* »*. Certes, il s'agit d'une petite anecdote. Cependant, j'en ai déjà recueilli un certain nombre et je suis persuadé qu'une étude systématique de la presse en ferait découvrir beaucoup d'autres. Tous ces « *petits faits vrais* » contredisent la thèse officielle qui présente les nationaux-socialistes comme des Huns modernes...

■ L'intérêt de l'Allemagne...

Naturellement, un G. Claude n'était pas naïf au point de croire qu'en pleine guerre, l'Allemagne proposait une collaboration par pure philanthropie. Dans une conférence donnée après l'entrevue de Montoire et l'appel lancé pour une collaboration bilatérale, il précisa nettement :

Mais il faudrait pour cela, me direz-vous, que cette collaboration ne soit pas l'esclavage et, pour cela, être sûr de la sincérité allemande, de cette sincérité que vous vous refusiez vous-même à admettre avant la guerre !

Que j'aie changé, certes : qui donc n'a pas changé devant des événements pareils ! [...]

Certes, sa façon [à Hitler] de poursuivre ses desseins a de quoi terrifier. Que, dans l'ivresse de sa victoire, il pense plutôt à nous humilier qu'à nous relever, voilà ce qu'il faut craindre. Or, c'est lui qui domine sa victoire, lui qui nous demande de l'aider dans une œuvre grandiose, lui qui nous tend la main — et nous refuserions !

— Oui !, répondent les Français, parce que l'Allemagne n'est pas sincère.

Pour moi, je suis bien persuadé qu'elle ne fait pas de sentiments, que, quand elle nous fait des avances, c'est dans son intérêt, mais dans le sentiment élevé de cet intérêt*. Et je suis convaincu aussi que cet intérêt-là est compatible avec le nôtre [...].

On me dit qu'on ne croit pas que la collaboration se fera sur un pied d'égalité. Soit. Le tout est de savoir quelle sera la différence de niveau ; or je pense que son intérêt veut que cette différence de niveau ne soit pas très grande, pour que notre aide, n'étant pas humiliée, étant dès lors confiante et effective, lui soit réellement utile [...] [pp. 48-49.].

Et si l'on me demandait comment j'entends la collaboration, je rappellerais que les génies de nos deux peuples sont à peu près complémentaires, comme aussi leurs produits [p. 50].

■ ... était l'intérêt de la France et de l'Europe

De tels propos n'étaient pas lancés au hasard ; la main allemande plusieurs fois tendue depuis 1933 leur donnait une force indéniable. Certes, je suis convaincu qu'Hitler lui-même ignorait comment, en cas de victoire, la paix s'organiserait en Europe. Sachant qu'il n'avait

* Voy. *Les Nouveaux Temps*, 23 juin 1943, p. 1.

* Plus loin, l'auteur écrivait : « *le geste de Montoire, quoiqu'il soit sage d'y voir non une générosité, mais l'intérêt de l'Allemagne...* » (p. 61).

voulu ni l'extension ni la mondialisation de la guerre, il était pris au dépourvu. Toutefois, si aucun plan n'était arrêté, des idées générales circulaient. De façon évidente, en cas de victoire, l'Allemagne souhaitait fonder les Etats-Unis d'Europe, sans maîtres ni esclaves, sur la base d'un socialisme communautaire.

Dès 1941, un Allemand souligna que l'Europe d'après-guerre ne serait pas soumise à l'hégémonie allemande et que la France ne serait pas germanisée. Faisant référence à l'armistice signé en juin 1940 et à l'entrevue de Montoire au mois d'octobre suivant, il écrivit (je souligne) :

Après la défaite de la France en juin 1940, l'Allemagne, **ayant en vue un ordre européen reposant sur des bases saines**, a évité toutes conditions déshonorantes, soit dans le traité d'armistice, soit dans les méthodes politiques qui étaient jusqu'ici communément employées par les vainqueurs envers les vaincus. Cette attitude révèle **la nouvelle conception de l'Europe selon laquelle toute collaboration doit reposer sur une contribution volontaire des nations. L'Allemagne ne veut pas imposer à l'Europe de schéma issu d'un cerveau bureaucratique** ; elle s'efforce même avec une certaine jalousie de préserver le National-Socialisme allemand contre des imitations superficielles par d'autres pays.

Cette non-immixtion dans les formes de gouvernement d'autres pays signifie-t-elle que, dans l'Europe nouvelle, le problème de la structure politique ne se pose pas du tout ? Certainement pas*.

L'auteur expliquait que l'aménagement économique et social de la nouvelle Europe aurait des répercussions sensibles sur le politique, mais que les particularités nationales n'en souffriraient pas (je souligne) :

Car l'économie dont il est question maintenant ne peut plus être l'économie libérale d'autrefois — même si elle était parfaitement organisée en soi — mais elle doit être au contraire partie et fonction de la vie politique de la nation. Si l'on pense donc à unifier dans la nouvelle Europe la structure économique des divers Etats, ces efforts ont une signification éminemment politique, parce qu'ils ne peuvent s'accomplir que dans le cadre de l'Etat socialiste. Le socialisme moderne [...] comporte aujourd'hui la participation politique des communautés naturelles d'un peuple à l'organisation de l'Etat. Il sera la caractéristique commune de tous les Etats de l'ordre nouveau.

Ainsi, **tout en sauvegardant parfaitement le caractère national**, on pourra bientôt parler, dans un certain sens, **d'un socialisme européen, grâce auquel notre continent confirmera à nouveau sa position prépondérante dans le monde** [*Ibid.*, pp. 266-7].

Dans une autre étude plus ancienne, le Dr Karl Heinz Bremer insistait déjà sur le fait que, dans la nouvelle Europe, les valeurs traditionnelles et les nations subsisteraient :

Nous ne voulons pas laisser périr les vieilles valeurs qui ont fait la grandeur de l'Occident — mais en même temps nous savons que, pour les maintenir vivantes, il faut toujours les repenser, les revivre et leur inculquer une nouvelle vitalité. Nous ne croyons nullement avoir trouvé la pierre philosophale, nous ne nous croyons pas le « sel de la terre », mais nous sommes convaincus de contribuer par notre travail philosophique et pratique à l'évolution d'une civilisation saine, durable et juste des peuples occidentaux.

D'autre part, nous sommes trop conscients des entités irréductibles des peuples auxquelles personne ne toucherait impunément, pour ne pas nous élever contre une unification systématique et totale des nations. Respectant leur originalité propre, nous espérons et nous désirons garder à tous les peuples les richesses qu'ils apporteront, tôt ou tard, à l'élaboration du superbe édifice culturel qui a été et qui sera une Europe unie et heureuse.

Nous sommes persuadés que dans l'élaboration de cette Europe spirituelle, la France aura des mots décisifs à dire. Elle fera d'au-

* Voy. les *Cahiers franco-allemands*, 1941, pp. 265-6.

tant mieux entendre sa voix, que cette fois-ci, débarrassée des légendes éculées [contre l'Allemagne], des littérateurs politiques, elle s'appliquera, au contact des réalités, à la reconstruction.

[...]

Souhaitons que demain la conception française de l'Allemagne soit plus réaliste, plus complexe, moins remplie de slogans et qu'elle renferme en elle les germes d'une rénovation intellectuelle, prélude indispensable à la collaboration franche et totale et à une Europe récoltant les fruits de sa grandeur et de son labeur [*Ibid.*, p. 31].

■ **Les appels de l'Allemagne à la France**

Forts de ces projets positifs, les Allemands ne cessèrent de tendre la main à la France pour une collaboration loyale afin de tourner le dos au passé et de construire l'Europe de demain. Le 4 avril 1941, lors d'une allocution prononcée à la Maison de la Chimie, un Allemand, le Dr Gerstner, lança au peuple de France :

Écoutez l'appel de la raison, comprenez la leçon des faits, ne vous raidissez ni dans la rancune ni dans le malheur. Votre place est là, sur le plan de la dignité et du travail. Ni au dessus ni en dessous. A nos côtés*.

A ceux qui disaient l'Allemagne victorieuse prête à piller la France, en commençant par voler ses usines, il répondait :

Il n'est cependant pas question que la France agricole soit privée de son industrie pour un prétendu profit allemand. Rien ne sera rigide, tout doit être harmonisé. Chaque machine, chaque terre cultivable peuvent et doivent servir au bien-être de l'Europe [*Id.*].

* Voy. *l'Appel*, 10 avril 1941, p. 8.

Début janvier 1942, dans une allocution prononcée à la Maison de la Chimie, un jeune Allemand lança :

j'ai confiance en la formation de la Jeune France. Elle revêtira son caractère français, le national-socialisme allemand n'étant pas, comme vous le savez, un article d'exportation. C'est précisément pour cela que beaucoup de Français se sont étonnés que nous ne voulions pas laisser utiliser notre expérience par d'autres peuples. Nous ne sommes naturellement point réfractaires à donner des conseils à ceux qui nous les demandent, et c'est ce que nous faisons depuis une dizaine d'années, car il y a tout de même des principes sur lesquels l'Europe doit se mettre d'accord. C'est encore pourquoi je me permettrai de vous rapporter à ce sujet les paroles que Baldur von Schirach, Reichsleiter pour l'éducation de la jeunesse allemande, a prononcées l'an dernier à Breslau, à l'occasion des championnats d'été de la Jeunesse hitlérienne, championnats auxquels prirent part en outre, sur invitations, quatorze nations : « *Nous, mes camarades, déclara B. von Schirach, nous nous comprenons. Notre langue est peut-être différente, mais nos cœurs battent à l'unisson. Des idéaux nous unissent : c'est l'idéal d'une auto-direction de la jeunesse, l'idéal de la justice sociale et de l'idée de la communauté de destin de la jeune génération d'Europe. Nous sommes frères et sœurs dans la lutte pour la liberté de l'esprit européen contre la terreur du bolchevisme et contre la puissance de l'or. C'est pour ces idéaux que nous marchons et que nous combattons. Ici, à Breslau, nous comprenons aussi que les querelles qui divisent les peuples européens s'effaceront un jour devant la communauté, l'unité et la solidarité de cette Europe qui vient et que nous affirmons dès aujourd'hui dans la jeunesse* »*.

De nos jours peu de Français savent que le 18 avril 1942, le drapeau français flottait sur l'Hôtel de ville de... Francfort. Pourquoi ? Tout simplement parce que les autorités avaient organisé une rencontre entre la presse française et la presse allemande. A cette occasion, une délégation de journalistes français fut solennellement

* Voy. Fritz Bran, *La jeunesse allemande et l'avenir de l'Europe*, déjà cité, pp. 29-30.

reçue dans le *Kaisersaal*, cette fameuse salle gothique qui avait vu le couronnement de tous les empereurs d'Allemagne. Dans un compte rendu, un observateur présent sur les lieux écrivit :

Il s'agissait depuis le grand désastre pour deux peuples de se comprendre, de se connaître, et de savoir ce que l'un devait penser de l'autre, de savoir ce que chacun pouvait espérer de l'autre pour tenter de mettre au monde cet esprit de réconciliation qui essaie vainement de naître*.

En 1944, encore, un journaliste allemand, le Dr. Friedrich, lança cet appel au peuple français :

Français, que nous ne voudrions pas considérer comme ennemis, mais comme partenaires de la révolution européenne, ne gâchez pas cette révolution qui sera la vôtre comme elle est la nôtre.

Un économiste allemand a souligné, au début de 1941, la seule chose qui importe pour tous : l'Allemagne révolutionnaire veut dominer sa victoire si vous êtes prêts à dominer votre défaite. Il ne s'agit pas, a-t-il ajouté, pour nous, Allemands, de vaincre. Il ne s'agit pas, non plus, pour vous de perdre la guerre. Il importe seulement que l'Europe gagne**.

L'Europe nouvelle sera un ensemble ne connaissant ni vainqueurs ni vaincus, ni maîtres ni serfs... L'Europe nouvelle sera un ensemble d'Etats, une grande communauté européenne, où, dans une égalité absolue, chaque état aura son rôle à remplir et occupera la place à laquelle il a droit [*Ibid.*, p. 69].

♦ LES « COLLABORATEURS » DÉFENDAIENT LA VRAIE FRANCE DANS L'EUROPE UNIE

Depuis plus de soixante ans aujourd'hui, tous ces textes et tous ces appels sont soigneusement occultés, ce qui

* Voy. *Gringoire*, 5 juin 1942, p. 2.

** Voy. Dr. Friedrich, *L'Allemagne et la France devant l'Europe* (Les Documents Contemporains, janvier 1944), p. 42.

permet de décrire la collaboration comme une escroquerie à laquelle auraient souscrit des « vendus » prêts, au nom de leurs intérêts personnels, à voir la France réduite en esclavage. Or, il est indéniable que tous les collaborateurs sincères (j'écarte ceux qui collaboraient pour des motifs plus troubles, comme l'appât du gain facile et immédiat), c'est-à-dire des gens comme Philippe Henriot, Marcel Déat, Jean Boissel, Pierre Costantini..., étaient des patriotes convaincus, persuadés que l'Europe nouvelle issue de la victoire allemande rendrait à la France sa vraie grandeur dans une fraternité transnationale.

■ Un patriote indéniable

Au procès de G. Claude, par exemple, un professeur à l'Institut Pasteur, Gabriel Bertrand, qui connaissait l'accusé depuis 1924, fut appelé à témoigner. Voici ce que l'on put entendre :

Me RIBET. — [...] Monsieur, vous avez constaté que si M. Claude a fait des erreurs, et des erreurs lourdes, on ne peut tout de même pas incriminer le mobile qui l'a fait agir, c'est-à-dire le patriotisme ?

M. BERTRAND. — Je ne le crois pas.

[...]

Me RIBET. — Vous dites : erreur, erreur grave, erreur lourde, mais le mobile qui, évidemment, est erroné, est, malgré tout, le patriotisme ?

M. BERTRAND. — Je le crois absolument, profondément*.

■ L'appel de X. de Magallon pour une Europe unie

En novembre 1942, X. de Magallon lança :

Voy. le compte rendu sténographique du procès G. Claude, fascicule 1, p. 124.

Si un drapeau étranger, mais qui deviendra, je l'espère, un drapeau ami, flotte aujourd'hui sur notre pays, la faute en est à qui ? A nous et pas à eux... C'est nous qui les avons appelés ! Mais un jour, quand l'azur de notre patrie sera rendu aux trois couleurs, nous verrons ce drapeau flotter à côté du nôtre, sur nos régiments fraternellement unis*.

■ *Le témoignage d'engagés dans la LVF*

Ce raisonnement fut celui d'un grand nombre d'engagés dans la LVF partis combattre sous l'uniforme allemand. Aujourd'hui, on les décrit comme des traîtres évidents. C'est une erreur. L'immense majorité de ces engagés savaient qu'en luttant pour une nouvelle Europe, ils luttait pour la France. Dans une lettre écrite peu après son engagement, Léonard Pellerin déclara :

Ma fierté a eu du mal à accepter l'idée de porter l'uniforme d'anciens adversaires, mais ne faut-il pas faire d'abord passer les intérêts réels de la Patrie avant nos petites rancunes personnelles ? Et devant le péril commun, pourquoi les Français virils n'accepteraient-ils pas de lutter aux côtés de voisins également menacés ?**

Peu après, un ancien prisonnier de guerre devenu, lui aussi, combattant de la LVF, Henry Bossut, raconta :

Prisonnier de guerre en 1941, travaillant en kommando dans une petite ville industrielle de Brandebourg, j'y rencontrai un soldat allemand permissionnaire venant de Nancy. Croyant me faire plaisir, il me montra quelques petites photographies prises par lui dans la ville aux portes d'or. C'est ainsi que je vis sur la place Stanislas défiler un détachement de la Wehrmacht. Je lui rendis vivement ses épreuves et détournai la tête pour qu'il n'y vit point mes larmes.

De cela il y a deux ans presque jour pour jour, et je traverse l'adorable place, vêtu de cet uniforme autrefois honni. Cet uniforme, je l'ai endossé tristement, la gorge serrée [...]. Aurais-je donc trahi ? Fouler les trottoirs de ma ville aimée comme « l'envahisseur », « l'oppresseur », n'est-ce point une provocation, une intolérable insulte ? Non, cet uniforme est devenu européen et m'est aujourd'hui cher. Je suis aussi fier, sinon plus, de ma modeste « Ostmédaille » que de mes rubans français et je n'ai jamais aimé aussi furieusement mon pays*.

S'il y a eu des « traîtres » dans la collaboration (c'est-à-dire des individus faisant passer leurs intérêts personnels avant tout), ils n'ont été qu'une minorité. Les autres, tous les autres, avaient entendu le message de cet allemand qui, en mars 1942, avait écrit :

si l'Europe ne se rendait pas maîtresse de ses ennemis de l'extérieur et de ses querelles intestines dans la présente guerre, l'avenir des peuples de ce continent, le plus important pour le développement de toute l'humanité, serait pour toujours remis en question**.

Ils savaient donc qu'en luttant aux côtés de l'Allemagne nationale-socialiste pour l'Europe nouvelle, ils luttait également pour la France, pour la vraie France, pas pour la grotesque utopie républicaine reprise par C. De Gaulle. Près de 70 ans plus tard, on s'aperçoit à quel point leur calcul était juste : l'Europe n'a pas su se rendre maîtresse de ses ennemis extérieurs. Aujourd'hui, elle ne compte guère au niveau mondial et, plus grave, elle est en passe de mourir par perte d'identité, dans une morosité générale que ne peuvent combattre des politiciens incompetents.

* Voy. *l'Appel*, 19 novembre 1942, p. 4.

** Citée par *Le Lien*, n° 6, mars 1943, p. 2.

* Cité par *Le Lien*, n° 9, juin 1943, pp. 5-6.

** Voy. les *Cahiers franco-allemands*, année 1942, p. 77.

Catalogue de nos publications disponible sur :

<http://vho-france.webs.com>

ou à l'adresse suivante :

**M. Urbain CAIRAT
C.P. 1528
CH-1820 Montreux**